

RAJEN BABLEE

« Les scandales étaient inévitables »

Les scandales financiers se succèdent les uns aux autres. Le dernier en date : celui de la *British American Insurance (BAI)*, entraînant dans son sillage l'effondrement de plusieurs compagnies, une image ternie du pays sur le plan international, mais aussi tout un drame humain (p 4/5). Le point sur le sujet avec Rajen Bablee, Directeur Exécutif chez *Transparency Mauritius*.

Avec toutes les études effectuées par *Transparency Mauritius*, est-ce que vous vous attendiez déjà à ce que Maurice soit frappé par les scandales que nous connaissons actuellement ?

Il est évident que, quelque part, c'était inévitable. Je ne me baserai pas uniquement sur les études effectuées par *Transparency Mauritius*, mais aussi celles commanditées par l'ICAC ou *Afrobarometer*.

Pendant des années, on s'est voilé la face et on a adopté une posture où l'on se targue d'être un modèle pour la région et on a adroitement escamoté nos faiblesses derrière le rhétorique des spécificités mauriciennes. En fait, hormis des législations sur le financement des partis politiques ou la libre circulation de l'information, on a des lois contre la corruption ou le blanchiment d'argent. Mais on constate souvent des manquements au niveau des implémentations ou des suivis, des enquêtes ou en ce qui concerne le rôle régulateur des institutions.

Au-delà de cet aspect, savez-vous qu'il y a de plus en plus de groupes qui se créent en Asie, Afrique et ailleurs contre cette perception que Maurice soit un paradis fiscal ? Je ne prétends pas que c'est fondé, mais il faut commencer à s'y préparer...

A la lumière des valeurs véhiculées par *Transparency*, quel regard portez-vous sur les scandales autour de la BAI ?

Je ne peux pas commenter l'affaire BAI, étant donné qu'il y a une enquête en cours et que nous sommes confrontés à deux versions des faits. Mais ce qui saute aux yeux dans les deux cas, c'est la démission ou la perversion des institutions.

Démission car si les manquements allégués de la BAI avaient effectivement été notés, entre autres, par le FMI depuis des années, les institutions telles la FSC (*Financial Service Commission*) ou la BoM (*Bank of Mauritius*) n'ont pas exercé leurs rôles respectifs.

Perversion car ce n'est pas à des ministres d'État de s'impliquer personnellement dans des enquêtes, mais de mettre sur place, sur une base de la méritocratie



LVC

« On a des lois (...) mais on constate souvent des manquements au niveau des implémentations ou des suivis... »

et l'efficacité, des structures ou des institutions pour corriger la situation. Un gouvernement, un ministre ou une institution est au service de tous les Mauriciens indistinctement et le principe de séparation de pouvoirs doit être absolu pour éviter des éventuels vices de procédures lors d'un procès et pour garantir l'esprit de la démocratie.

Qu'est-ce que ces scandales, révélés depuis le début de l'année, disent de notre société mauricienne ?

Qu'elle serait peut-être malade ou insensible... L'analyse de nos études a démontré qu'il existe une culture de clientélisme, une culture de « *traceur* » où c'est à qui va essayer de se frayer le chemin le plus court, qu'importe si quelques fois, notre action est contraire à l'éthique, la loi ou la règle, pour atteindre son but personnel au détriment des autres.

À Maurice, nous vivons dans une société close, où non seulement tout le monde se connaît, mais où il y a aussi le concept de la famille élargie. Et là, on se sent le besoin d'être favorisé par son clan ou l'obligation de favoriser les membres de son clan. Si on ne joue pas ce jeu, on devient un proscrit ou un « *granwar* ».

Cette culture tentaculaire à laquelle s'est agglutinée d'autres éléments tels les appartenances communales ou religieuses, a parasité presque toutes les strates de notre société et bloque le bon fonctionnement des institutions. Mais, l'on s'y est accommodé au nom d'une certaine tolérance et cela justifie que l'on se déroge des procédures. En adoptant cette attitude laxiste, on permet aussi aux gens peu scrupuleux de profiter de la situation à leurs propres avantages.

Où se situent les responsabilités, par rapport aux difficultés que nous connaissons aujourd'hui ?

Nous sommes tous responsables. D'un côté, il y a cette culture de « *roder boute* » qui comprend la chasse au statut social et aux richesses avec le moindre effort et de l'autre, un système qui ne favorise pas la méritocratie et où les politiciens, quand ils sont au pouvoir, se prétendent les propriétaires du pays au lieu d'en être les gestionnaires de passage. Le résultat de ce mélange fait que beaucoup de Mauriciens qui croient dans les notions de valeur et d'honnêteté se retrouvent perdus et ils se contentent de gérer leur quotidien. Mais ne dit-on pas que tout au long de l'histoire de l'humanité, les pires choses sont arrivées parce que les personnes bien n'ont pas réagi à temps et qu'elles ont laissé faire ?

Y-a-t-il encore moyen de sauver les meubles ?

Le présent gouvernement est en début de mandat et s'il y a eu des maladresses ou erreurs commises, il peut les réparer. J'espère rapidement. Il y avait un espoir énorme de la majorité des Mauriciens envers les promesses et le programme du présent gouvernement. Ils avaient promis la méritocratie afin que chaque Mauricien ait sa chance selon ses compé-

tences et non selon sa proximité avec des politiciens ou des groupes socioculturels. En ce qui concerne les nominations jusqu'à présent, la perception est clairement négative.

Il faut amender les lois au plus vite pour éliminer au maximum le système de nominés à la tête des institutions et des corps paraétatiques qui offrent un service public. Il faut des institutions qui fonctionnent en toute indépendance. Il faut changer le système électoral et ses bases folkloriques pour favoriser un système qui va promouvoir les débats d'idées. Il faut une loi pour contrôler le financement des partis politiques et des politiciens. Il faut une loi pour la libre circulation de l'information. Et il faut maintenant appliquer la bonne gouvernance et la discipline au lieu de continuer un système que la majorité des Mauriciens rejettent.

Que faut-il faire pour que nous ayons une société avec des pratiques plus propres, plus éthiques et où les institutions assument leurs rôles de « chien de garde » comme il se doit ?

Au niveau de *Transparency Mauritius*, nous estimons qu'il faudrait une campagne d'éducation nationale sur l'éthique et les valeurs et que chacun assume ses responsabilités. Nous avons d'ailleurs, depuis le début de l'année, animé plusieurs rencontres avec des jeunes ainsi qu'auprès de nombreux Mauriciens. Nous comptons poursuivre cet effort de sensibilisation selon nos moyens. Il faut se dire que le changement commence avec soi. On ne peut pas s'attendre à ce que ce soient uniquement les autres qui changent. Il faudrait développer une culture d'intégrité à tous les niveaux et ceux qui se retrouvent dans des positions de responsabilité et de pouvoir devraient démontrer cela. Ce sont les hommes ou femmes qui sont placés à la tête des institutions qui doivent veiller à ce qu'elles fonctionnent en toute indépendance et qu'ils ne soient pas des outils au service des dirigeants du jour contre leurs opposants politiques ou autres.

En 2013, je disais lors d'une interview par rapport aux événements politiques de l'époque que l'impunité n'est pas éternelle. Je le pense toujours et l'histoire de l'humanité le démontre clairement.

Propos recueillis par Martine Theodore-Lajoie

« Ce qui saute aux yeux (...)
c'est la démission ou la perversion
des institutions »